

L'avenir est déjà parmi nous

ESTIENNE RODARY ET MATHIAS LEFÈVRE

« Si nous ne prenons pas le temps de faire la critique du passé nous n'aurons pas assez d'intuition pour comprendre le présent ou maîtriser l'avenir : en effet, jamais le passé ne nous quitte, et l'avenir est déjà parmi nous. »

Lewis Mumford^[1]

« [L]e rapport entre imagination et volonté se laisse voir aussi, mais de manière plus superficielle, du côté des résultats : il faut pouvoir imaginer autre chose que ce qui est pour pouvoir vouloir, et il faut vouloir autre chose que ce qui est pour libérer l'imagination. Lorsque l'on ne veut pas autre chose que ce qui est, l'imagination est refoulée ou inhibée. Ce que l'imagination peut représenter au sujet – ou l'imaginaire à la société – n'est alors que la perpétuation de ce qui est. Et si l'on ne peut rien imaginer d'autre que ce qui est, on ne peut rien vouloir d'autre. On ne peut même pas s'imaginer voulant autre chose. »

Cornélius Castoriadis^[2]

Les grandes utopies ont disparu, mais le futur est toujours là. Et rien ne dit qu'il doive être plus sombre qu'aujourd'hui. Pourtant, coïncée entre les discours eschatologiques et la production marchandisée d'une utopie contrôlée, la dimension émancipatrice d'une vision future continue à être en butte aux projets totalitaires de contrôle social qui ont caractérisé notre modernité. Plus que jamais, le futur est une affaire marchande qui ne souffre pas que l'on puisse librement deviser des futurs alternatifs. L'association d'un capitalisme cognitif et d'une industrie de la probabilité paraît devoir sceller la capacité à s'extraire de notre état pour envisager un monde différent et meilleur. Et dans le contexte politique actuel, en France comme dans de nombreux pays du monde, l'imagination utopique semble s'être flétrie dans l'attente d'un hypothétique renouveau printanier.

Comment alors, aujourd'hui, penser l'« utopie » – moins au sens étymologique de ce qui n'a pas et ne peut pas avoir de lieu, qu'en tant

[1] L. Mumford, *Le mythe de la machine*, t. 1 : *La technologie et le développement humain*, Fayard, Paris, 1973 [1967], p. 15.

[2] C. Castoriadis, *Sujet et vérité dans le monde social-historique. Séminaires 1986-1987. La création humaine I*, Seuil, coll. « La couleur des idées », Paris, 2002, p. 114.

que forme particulière d'imagination pouvant donner une orientation à l'action ? Comment se projeter librement dans un futur plus ou moins lointain sans sombrer dans un pessimisme que l'état du monde actuel paraît devoir nous imposer, ni, par ailleurs, s'illusionner ? Ce numéro d'*Écologie & Politique* tente d'apporter des éléments de réponse à ces questions, de manière totalement ouverte, c'est-à-dire sans imposer de cadre de réflexion prédéfini aux contributeurs. Dans cet objectif, un appel à contribution a été lancé qui portait sur la Terre en 2108. Non pas pour un exercice de prospective nécessairement voué à l'échec, mais pour se dégager volontairement des contingences du moment. Certes, la production utopique, malgré son projet intrinsèque, n'est jamais tout à fait transcendante, mais c'est paradoxalement au moment où les perspectives semblent se fermer que le jeu de l'imagination peut s'ouvrir à l'impensable^[3]. Il s'agissait ainsi pour l'équipe de la revue de proposer un dossier libre, sans autres contraintes que celles de l'imagination et de l'envie des auteurs. Les réponses donnent bien évidemment une idée des orientations de la revue, avec une approche définitivement articulée autour de l'écologie planétaire et de la question des techniques, mais elles fournissent plus largement un aperçu de la position actuelle de personnes qui cherchent à penser l'utopie dans ces mornes moments.

Quel est alors le paysage qui se dessine à la lecture des différentes contributions que nous proposons ici ? Celui-ci est déjà un paysage diachronique, qui s'intéresse autant au passé qu'au futur. Non pas uniquement parce que l'utopie pose la question de ce lien à l'histoire (et dans des formes, on va le voir, qui ne vont pas toujours dans le sens de la flèche du temps), mais parce qu'elle a maille à partir avec la modernité. Dans ce cadre, différents auteurs se penchent explicitement sur l'héritage de l'utopie moderne dans ses différentes formulations.

Mais d'autres contributions s'intéressent davantage à perpétuer l'exercice de la production utopique, dans toute son ambivalence de proximité et de distanciation au présent et à l'expérience vécue. Ils le font, de manière originale, dans une démarche particulièrement géographique, c'est-à-dire une façon de penser le social dans sa dimension spatiale.

C'est ainsi un paysage d'interface diachronique qui s'ouvre ici, peut-être témoignage d'une phase particulière de reconfiguration de la pensée critique, où l'héritage moderne est discuté sans pour autant que celui-ci ne circonviene l'émergence d'une pensée indépendante de ce legs et de ses déterminismes.

[3] F. Jameson, « The politics of utopia », *New Left Review*, n° 25, janvier-février, 2004, p. 43-45.

Des comptes à rendre

Les premiers articles du dossier sont clairs et en accord sur un point : les grands récits ont disparu, mais nous avons encore des comptes à rendre avec eux. Si l'utopie est l'imagination d'une société parfaite, la civilisation moderne a mené loin – à son terme ? – cette volonté de perfectionnement.

Les articles de Frédérick Lemarchand et de Jean-Paul Deléage reviennent avec détail sur l'histoire du terme d'utopie. Le premier montre que l'utopie est constitutive de la démarche moderne en ce qu'elle a constitué le ferment imaginaire de mise en mouvement du monde porté par l'idée de progrès. En ce sens, l'utopie dans la modernité entretient un rapport ambigu avec sa propre possibilité de réalisation. Si l'ouvrage fondateur de Thomas More, *Utopie*, se place encore dans le domaine d'une critique de la société sans se préoccuper de la dimension réalisable de son île utopique, il n'en est pas de même avec les écrits et les expériences utopiques plus tardives, qui vont graduellement se rapprocher du dessein civilisationnel de mise en œuvre du progrès et de construction d'une société parfaite synonyme de fin de l'histoire, dont on voit encore aujourd'hui les ersatz chez Francis Fukuyama^[4].

L'utopie est donc, comme le rappelle Jean-Paul Deléage, l'idée que l'être humain est entièrement social, débarrassé de toute transcendance divine ou naturelle. Mais par cette construction autoréférentielle, elle se trouve placée dans un cadre où la question de sa concrétisation devient un enjeu endogène à la sphère humaine. Si Dieu et la nature ne constituent plus des espaces irréductiblement extérieurs à travers lesquels un monde meilleur peut s'imaginer ou se désirer, et puisque la Raison semble avoir son mot à dire sur l'imaginaire social, comme le notent Frédérick Lemarchand et Fabrice Flipo, l'utopie devient un champ de bataille interne où les barrières entre l'impossible et le réalisable, et entre une alternative utopique et une autre, ressortent de considérations politiques.

Michel Barrillon illustre cette tension en retraçant les imaginaires collectifs qui ont accompagné la naissance du capitalisme industriel, à la fois dans une version laudatrice portée par les hérauts de ce régime social – et notamment le marxisme dans sa dialectique historique – et dans des versions alternatives de résistance des ouvriers face aux changements imposés par la diffusion des machines. Ici, l'étouffement et la répression de ces mouvements de résistance et la légitimation des choix techniques montrent la dimension effectivement coercitive de l'imposition matérielle d'une pensée utopique.

[4] F. Fukuyama, *La fin de l'histoire et le dernier homme*, Flammarion, coll. « Champs », Paris, 1993.

Les contributions de Jean-Paul Deléage et de Gérard Dubey abordent également ces problématiques sous l'angle de la question du lien à la nature. Le premier retrace le cheminement qui a conduit des constructions utopiques à leurs matérialisations contraires – les dystopies technopolitiques qui ont marqué le 20^e siècle. Les utopies écologiques (ou écotopies) replacent les sociétés humaines dans un cadre plus vaste et proposent en ce sens un réancrage de la question sociale dans un imaginaire compréhensif du fait technique et environnemental. C'est également la démarche de Georges Dubey qui, à partir d'une analyse du système sécuritaire comme caractéristique principale du monde capitaliste et de sa critique écologiste, imagine un rétablissement d'une médiation sociale et culturelle par une confiance retrouvée.

Aurélien Cohen accompagne les mises en garde de Georges Dubey en notant que le développement durable présente des caractéristiques qui en font aujourd'hui un grand récit utopique dans sa composante aliénante qui nie la nécessité d'une transformation radicale. Faut-il alors, comme il le propose et comme l'envisage également Édith Deléage-Perstunski, abandonner l'utopie et son héritage moderne pour mieux imaginer nos désirs et notre futur ? La fin de la modernité doit-elle s'accompagner d'un abandon de l'utopie ? Ou faut-il plutôt voir l'utopie, « *non pas dans sa faculté à nous faire imaginer un futur meilleur, mais plutôt dans sa capacité à nous montrer notre complète incapacité à imaginer ce futur – notre emprisonnement dans un présent non utopique sans historicité ni futurité – permettant de révéler le confinement idéologique du système dans lequel nous sommes en quelque sorte enfermés*^[5] » ?

L'utopie, finalement géographique

Si, comme nous le rappelle Frédéric Lemarchand, la définition classique voit l'utopie comme un « devenir en puissance », force nous est de constater que la dimension future de l'utopie – si celle-ci pousse effectivement à l'action – entretient la potentialité de la réalisation d'un avenir « meilleur », comme d'une possible traduction dystopique. Et cela – le fait que l'action portant un certain projet ne réalise pas ce dernier, mais autre chose pouvant même se révéler être son contraire – est, après tout, le propre de tout projet et de toute action. En effet, comme Hannah Arendt l'a très justement souligné, « *l'action humaine, projetée dans un tissu de relations où se trouvent poursuivies des fins multiples et opposées, n'accomplit presque jamais son intention originelle*^[6] ».

[5] F. Jameson, *op. cit.*, p. 46.

[6] H. Arendt, « Le concept d'histoire », in *La crise de la culture. Huit exercices de pensée politique*, Gallimard, coll. « Folio essais », Paris, 2004 [1972], p. 113.

Mais Pamila Gupta nous informe que le monde meilleur pourrait désormais se trouver derrière nous, dans les ruines de mondes passés et la nostalgie qui s'en dégage. Ces bifurcations spatio-temporelles, où l'utopie peut se construire à rebrousse-temps, et où la localisation peut influencer l'émergence de l'imaginaire utopique, contredisent les grandes narrations classiques. Elles font échos aux revendications « passésistes » (ou « conservatrices ») des ouvriers – et aujourd'hui, de ceux qui, par l'écrit et l'action, refusent et critiquent la société industrielle – dans leur volonté de préserver – ou de renouer avec – des modes traditionnels d'organisation et de contrôle de l'outil de production, et donc des formes sociales. Ces attentes du passé décrites dans l'article de Michel Barrillon, et le propos de Pamila Gupta sur la nostalgie, laissent alors envisager une autre lecture et une autre appréhension de l'utopie.

Celle-ci, comme de très nombreux concepts philosophiques ou de sciences sociales, exclut la dimension spatiale. Au sens littéral du terme puisque l'utopie désigne au départ un « non-lieu », mais dans une acception plus large également, par laquelle il serait admis que la différence de localisation ne peut pas constituer de catégorie ontologique. L'État est une exception à cela, mais uniquement parce qu'il a représenté une tentative historique d'imposition d'un objet universel qui a fini par s'assimiler à la « société »^[7]. La globalisation pourrait également prétendre obtenir un statut de concept ontologique, au sens où elle est définie par l'absence de transcendance, et à ce titre pourrait constituer – et en fait constitue – un horizon utopique. L'article de Fabrice Flipo tente de prolonger et de modifier ces deux héritages dans une démarche de construction utopique d'une cosmopolitique écologique.

Mais d'autres contributions au présent dossier, quand elles se distinguent de l'héritage de l'utopie moderne, n'abordent ni l'État ni la globalisation. Au contraire, elles se concentrent sur la capacité des lieux à produire de l'utopie. Nicole Mathieu pense ainsi le réinvestissement du lieu comme moyen de vivre. Estienne Rodary affirme que la connexion a produit le recentrement nécessaire à un imaginaire utopique débarrassé de la question du dépassement qu'imposait la modernité. Jean-Paul Deléage montre également que les expériences actuelles les plus intéressantes d'utopie concrète s'attachent à produire une « mondialisation par le bas ». De manière complètement différente, le personnage de Jacques Luzi va aussi retrouver une communauté locale dans laquelle l'expérience dystopique qu'il paraît avoir vécue semble pouvoir être exorcisée en rendant la Terre, pour un instant, accueillante. Et s'il est trop tôt pour savoir vraiment quelle place Dylan Vandermeersch accordera dans plusieurs décennies aux constructions des villages post-thermiques et leurs critiques des modèles dominants futurs, on peut déjà, à

[7] U. Beck, *Qu'est-ce que le cosmopolitisme ?*, Aubier, Paris, 2006, p. 56 sq.

travers l'article de Luc Semal, prendre la mesure de l'importance de la disjonction comme recreation de l'utopie.

Nulle volonté de voir petit ou d'œuvrer modestement au changement dans ces différents écrits. Ils illustrent plus certainement une prise de conscience ainsi qu'une prise de position philosophique et politique sur la nécessité de réintroduire, dans la formulation normative d'un imaginaire, la nature intrinsèquement diverse de l'idéal social et donc sa dimension forcément localisée.